

CHARTER DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE

Consciente de son patrimoine spirituel et moral, l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité; elle repose sur le principe de la démocratie et le principe de la diversité des cultures et des traditions des personnes, des services, des marchandises et des capitaux, ainsi que la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux, ainsi que de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Convention européenne des droits de l'Homme. Dans ce contexte, la Charte sera interprétée par les juridictions de l'Union et des États membres en prenant dûment en considération les explications établies sous l'autorité du présidium de la Convention qui a été adoptée et mise à jour sous la responsabilité du présidium de la Convention européenne des droits de l'Homme. La jouissance de ces droits, les libertés et les principes énoncés ci-après, en conséquence, l'Union reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés ci-après.

TITRE I / DIGNITÉ

Article 1 Dignité humaine
Toute personne a une dignité humaine et inviolable. Elle doit être respectée et protégée.

Article 2 Droit à la vie
1. Toute personne a droit à la vie.
2. Nul ne peut être condamné à la peine de mort, ni exécuté.

Article 3 Droit à l'intégrité de la personne
1. Toute personne a droit à son intégrité physique et mentale.
2. Dans le cadre de la médecine et de la biologie, doivent notamment être respectés:
a) le consentement libre et éclairé de la personne concernée, selon les modalités définies par la loi;
b) l'interdiction des pratiques eugéniques, notamment celles qui ont pour but la sélection des personnes;
c) l'interdiction de faire du corps humain et de ses parties, en tant que tels, une source de profit;
d) l'interdiction du clonage reproductif des êtres humains.

Article 4 Interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants
Nul ne peut être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Article 5 Interdiction de l'esclavage et du travail forcé
1. Nul ne peut être tenu en esclavage ni en servitude.
2. Nul ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ni obligatoire.
3. La traite des êtres humains est interdite.

TITRE II / LIBERTÉS

Article 6 Droit à la liberté et à la sûreté
Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté.

Article 7 Respect de la vie privée et familiale
Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de ses communications.

Article 8 Protection des données à caractère personnel
1. Toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant.
2. Ces données doivent être traitées loyalement, à des fins déterminées et sur la base du consentement de la personne concernée ou en vertu d'un autre fondement légitime prévu par la loi. Toute personne a le droit d'accéder aux données collectées la concernant et d'en obtenir la rectification.
3. Le respect de ces règles est soumis au contrôle d'une autorité indépendante.

Article 9 Droit de se marier et droit de fonder une famille
Le droit de se marier et le droit de fonder une famille sont garantis selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

Article 10 Liberté de pensée, de conscience

TITRE III / ÉGALITÉ

Article 20 Égalité en droit
Toutes les personnes sont égales en droit.

Article 21 Non-discrimination
1. Est interdite toute discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion, la religion ou les convictions, les opinions politiques, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.
2. Dans le domaine d'application des traités et sans préjudice de leurs dispositions particulières, toute discrimination exercée en raison de la nationalité est interdite.

Article 22 Diversité culturelle, religieuse et linguistique
L'Union respecte la diversité culturelle, religieuse et linguistique.

Article 23 Égalité entre femmes et hommes
L'égalité entre les femmes et les hommes doit être assurée dans tous les domaines, y compris en matière d'emploi, de travail et de rémunération.
Le principe de l'égalité n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures prévoyant des avantages spécifiques en faveur du sexe sous-représenté.

Article 24 Droits de l'enfant
1. Les enfants ont droit à la protection et aux soins nécessaires à leur bien-être. Ils peuvent exprimer leur opinion librement. Celle-ci est prise en considération pour les sujets qui les concernent, en fonction de leur âge et de leur maturité.
2. Dans tous les actes relatifs aux enfants, qu'ils soient accomplis par des autorités publiques ou des institutions privées, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.
3. Tout enfant a le droit d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à son intérêt.

Article 25 Droits des personnes âgées
L'Union reconnaît et respecte le droit des personnes âgées à mener une vie indépendante et à participer à la vie sociale et culturelle.

TITRE IV / CITOYENNETÉ

Article 39 Droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen
1. Tout citoyen de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État.
2. Les membres du Parlement européen sont élus au suffrage universel direct, libre et secret.

Article 40 Droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales
Tout citoyen de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État.

Article 41 Droit à une bonne administration
1. Toute personne a le droit de voir ses affaires traitées impartialement, équitablement et dans un délai raisonnable par les institutions, organes et organismes de l'Union.
2. Ce droit comporte notamment:
a) le droit de toute personne d'être entendue avant qu'une mesure défavorable ne soit prise à son

TITRE V / JUSTICE

Article 47 Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial
Toute personne dont les droits et libertés garantis par la Charte ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal impartial dans le respect des conditions prévues au présent article.
Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue dans un délai raisonnable par un tribunal impartial, établi préalablement par la loi, et à ce que son procès soit équitable, établi préalablement par la loi, et à ce que son procès soit équitable, établi préalablement par la loi.
Une aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide est nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice.

Article 48 Présomption d'innocence et droits de la défense
1. Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable.
2. Le respect des droits de la défense est garanti.

Article 49 Principes de légalité et de proportionnalité des délits et des peines
1. Nul ne peut être condamné pour une action ou un omission qui n'était pas punie par la loi au moment où elle a été commise, ni constituée d'après le droit national ou le droit international.
2. L'infraction punie doit être plus grave que celle qui n'est pas punie par la loi.
3. L'infraction punie doit être plus grave que celle qui n'est pas punie par la loi.
4. Le présent article ne porte pas atteinte au droit d'une personne coupable d'être jugée par un tribunal impartial.
5. L'infraction punie doit être plus grave que celle qui n'est pas punie par la loi.
6. L'infraction punie doit être plus grave que celle qui n'est pas punie par la loi.

TITRE VI / DISPOSITIONS GÉNÉRALES D'INTERPRÉTATION ET D'APPLICATION

Article 51 Champ d'application
1. Les dispositions de la présente Charte s'appliquent aux institutions, organes et organismes de l'Union, ainsi qu'aux États membres en exerçant le droit de l'Union. Ils observent les principes et en proscrivent l'usage à leurs compétences respectives, dans les limites des compétences de l'Union telles qu'elles sont définies dans les traités.
2. La présente Charte n'étend pas son champ d'application au-delà des compétences ni aucune tâche des institutions, organes et organismes de l'Union.

Article 52 (Wording) et interprétation des principes
1. Toute limitation de l'exercice des droits et libertés énoncés dans la présente Charte doit être essentielle, proportionnée et limitée à ce qui est nécessaire et raisonnable pour atteindre un objectif légitime reconnu par l'Union.
2. Les droits reconnus par la Charte sont définies par ceux-ci.
3. Dans la mesure où

CHARTA DER GRUNDRECHTE DER EUROPÄISCHEN UNION



Europäisches Parlament

Titelbild:
Charta der Grundrechte der Europäischen
Union, 2000
Europäisches Parlament
© Europäische Union

Am 7. Dezember 2000 wurde die Charta der Grundrechte der Europäischen Union auf der Tagung des Europäischen Rates von Nizza feierlich unterzeichnet. Das Europäische Parlament hatte ein solches Dokument schon seit langem gefordert. Den Abgeordneten war es wichtig, dass alle Bürger erfahren, welche Grundrechte und Grundfreiheiten ihnen in der Europäischen Union und ihren Mitgliedstaaten zustehen. Sie sollten sich auch im Klaren darüber sein, dass sie auf Rechtsbehelfe zurückgreifen können, wenn gegen ihre Rechte verstoßen wird. Die Charta sollte dabei als Bezugspunkt dienen. Mit dem Verfahren für ihre Ausarbeitung wurde Neuland betreten. Das Ergebnis: In einem einzigen Text sind sämtliche bürgerlichen, politischen, wirtschaftlichen und sozialen Rechte der Unionsbürgerinnen und -bürger und aller Menschen, die in der Europäischen Union leben, zusammengefasst.

Die in der Charta verankerten grundlegenden Menschenrechte sind unveräußerlich. Mit der Charta sollen sie stärker geschützt werden – vor dem Hintergrund der gesellschaftlichen Entwicklung, des sozialen Fortschritts, neuer wissenschaftlicher Erkenntnisse und der technischen Entwicklung. Die Rechte beruhen auf den Grundprinzipien der Menschenwürde, der Grundfreiheiten, der Gleichheit aller Menschen, der Solidarität, der Bürgerrechte und der justiziellen Rechte. Mit der Charta sollen aber auch die Völker Europas zu einer immer engeren Union verbunden werden – damit sie auf der Grundlage gemeinsamer Werte eine gemeinsame Zukunft gestalten. In den Rang eines Vertrags erhoben wurde die Charta mit dem 2009 unterzeichneten Vertrag von Lissabon, in dem auf sie verwiesen wird. Sie ist den Verträgen als Anhang beigefügt und wird nun von den Gerichten der Europäischen Union angewandt.



DAS EUROPÄISCHE PARLAMENT ALS VORDENKER

Das Europäische Parlament setzt sich seit jeher für die Verteidigung und Förderung der Menschenrechte ein. Mit seinen zahlreichen politischen Initiativen in diesem Bereich will es erreichen, dass die Europäische Gemeinschaft der Europäischen Menschenrechtskonvention beitrifft. Das Parlament will, dass allen bürgerlichen, politischen, wirtschaftlichen und sozialen Rechten der Bürger der Mitgliedstaaten der Gemeinschaft Rechnung getragen wird.

Bereits 1975 bedauert es, dass die Menschenrechte in den vornehmlich wirtschaftsorientierten Gründungsverträgen der Europäischen Gemeinschaften keine Erwähnung finden. In einer EntschlieÙung zu diesem Thema bekräftigt es, dass die künftige Europäische Union eine eigene Charta der Grundrechte braucht. So wollen die Abgeordneten verdeutlichen, dass das vereinte Europa auch ein politisches Gebilde sein muss. Zwei Jahre später erringen die Abgeordneten einen Etappensieg: Die Präsidenten des Europäischen Parlaments, des Rates und der Europäischen Kommission unterzeichnen in Luxemburg eine Erklärung, in der sie sich gemeinsam und im Namen ihrer Institutionen zur Achtung der Grundrechte verpflichten.

1984 nimmt das Parlament den als Spinelli-Entwurf bekannten Entwurf des Vertrags über die Europäische Union mit überwältigender Mehrheit an. Darin ist vorgesehen, dass die Union innerhalb von fünf

Jahren eine Grundrechtserklärung verabschiedet. Der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften erweist sich gleich mehrmals als Verbündeter des Parlaments. Nach seiner Rechtsprechung müssen die Menschenrechte durch das Gemeinschaftsrecht geschützt werden.

Am 1. Juli 1987 tritt die Einheitliche Europäische Akte in Kraft. Darin wird erneut darauf hingewiesen, dass sich die Mitgliedstaaten gemeinsam für die Demokratie einsetzen müssen – auf der Grundlage von Grundrechten wie Freiheit, Gleichheit und sozialer Gerechtigkeit. Aber das Europäische Parlament will noch mehr. Es ist überzeugt, dass in der Achtung der Menschenrechte die eigentliche Daseinsberechtigung der Gemeinschaft liegt. Daher proklamiert und verabschiedet es am 12. April 1989 die Erklärung der Grundrechte und Grundfreiheiten. Die Bürgerinnen und Bürger ruft es dazu auf, sie aktiv zu unterstützen. Von nun an gehören der Umweltschutz und bestimmte neue soziale Rechte (z. B. das Recht auf sozialen Schutz, das Recht auf Bildung oder der Verbraucherschutz) zu den Grundrechten, für die sich das Europäische Parlament einsetzt. Die Erklärung des Parlaments ist ein wichtiger Schritt. Doch obwohl gewisse Aspekte durch die Verträge von Maastricht und Amsterdam konkreter ausformuliert werden, wird den Forderungen der Mitglieder des Europäischen Parlaments erst Ende der 1990er-Jahre wirklich Gehör geschenkt.



*Unterzeichnung der
gemeinsamen Erklärung zu
den Grundrechten, 1977*
Europäisches Parlament
© Europäische Union



*Altiero Spinelli, Verfasser
des Entwurfs eines
Vertrags zur Gründung
der Europäischen Union,
1984*
Europäisches Parlament
© Europäische Union

I

(Mitteilungen)

EUROPÄISCHES PARLAMENT

RAT

KOMMISSION

GEMEINSAME ERKLÄRUNG

des Europäischen Parlaments, des Rates und der Kommission

DAS EUROPÄISCHE PARLAMENT, DER RAT UND DIE KOMMISSION—

in Erwägung nachstehender Gründe:

Die Verträge zur Gründung der Europäischen Gemeinschaften beruhen auf dem Grundsatz der Achtung des Rechts.

Dieses Recht umfaßt, wie vom Gerichtshof anerkannt wurde, außer den Vorschriften der Verträge und des abgeleiteten Gemeinschaftsrechts die allgemeinen Rechtsgrundsätze und insbesondere die Grundrechte, Prinzipien und Rechte, die die Grundlage des Verfassungsrechts der Mitgliedstaaten bilden.

Insbesondere sind alle Mitgliedstaaten Vertragsparteien der am 4. November 1950 in Rom unterzeichneten Europäischen Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten —

HABEN FOLGENDE ERKLÄRUNG VERABSCHIEDET:

1. Das Europäische Parlament, der Rat und die Kommission unterstreichen die vorrangige Bedeutung, die sie der Achtung der Grundrechte beimessen, wie sie insbesondere aus den Verfassungen der Mitgliedstaaten sowie aus der Europäischen Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten hervorgehen.
2. Bei der Ausübung ihrer Befugnisse und bei der Verfolgung der Ziele der Europäischen Gemeinschaften beachten sie diese Rechte und werden dies auch in Zukunft tun.

Geschehen zu Luxemburg am fünften April neunzehnhundertsiebenundsiebzig.

*Für das
Europäische Parlament*

E. COLOMBO

Für den Rat

D. OWEN

*Für die
Kommission*

R. JENKINS

PROTOKOLL DER SITZUNG VOM FREITAG, 27. APRIL 1979

VORSITZ: HERR MEINTZ

Vizepräsident

Die Sitzung wird um 9.00 Uhr eröffnet.

Genehmigung des Protokolls

Das Protokoll der vorangegangenen Sitzung wird genehmigt.

Verfahren ohne Bericht

Da keine Wortmeldung und kein Änderungsantrag zu den in der Sitzung von Montag, 23. April 1979, angekündigten Vorschlägen vorliegt, erklärt der Präsident gemäß dem in Artikel 27a der Geschäftsordnung vorgesehenen Verfahren ohne Bericht diese für gebilligt, und zwar:

- Vorschlag der Kommission der Europäischen Gemeinschaften an den Rat für eine Richtlinie zur Ergänzung des Anhangs der Richtlinie 76/769/EWG zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten für Beschränkungen des Inverkehrbringens und der Verwendung gewisser gefährlicher Stoffe und Zubereitungen (Dok. 16/79);
- Vorschlag der Kommission der Europäischen Gemeinschaften an den Rat für eine Verordnung zur Eröffnung, Aufteilung und Verwaltung von Ge-

meinschaftszollkontingenten für bestimmte Weine mit Ursprungsbezeichnung der Tarifstelle ex 22.05 C des Gemeinsamen Zolltarifs mit Ursprung in Algerien (1979/1980) (Dok. 41/79);

- Vorschlag der Kommission der Europäischen Gemeinschaften an den Rat für eine Richtlinie zur zweiten Änderung des Anhangs der Richtlinie 76/769/EWG zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten für Beschränkungen des Inverkehrbringens und der Verwendung gewisser gefährlicher Stoffe und Zubereitungen (Dok. 49/79).

Beitritt der Gemeinschaft zur Europäischen Menschenrechtskonvention (Abstimmung)

Bei der Abstimmung über den Entschließungsantrag im Bericht von Herrn Scelba (Dok. 80/79) nimmt das Parlament zunächst die Präambel und die Ziffer 1 an.

Zu Ziffer 2 hat Herr Scott-Hopkins den Änderungsantrag Nr. 1 eingereicht, dem zufolge diese Ziffer durch einen neuen Wortlaut ersetzt werden soll.

Es spricht Herr Santer in Vertretung des Berichterstatters.

Der Änderungsantrag Nr. 1 wird angenommen.

Das Parlament nimmt die Ziffern 3 bis 5 an.

Das Parlament nimmt die folgende Entschließung an:

ENTSCHLIESSUNG

zum Beitritt der Europäischen Gemeinschaft zur Europäischen Menschenrechtskonvention

Das Europäische Parlament,

- aufgrund seiner Entschließung vom 13. April 1978 über den Stand der Rechtspolitik der Europäischen Gemeinschaft⁽¹⁾,
- aufgrund der Fortschritte, die bei der von ihm einberufenen „Table ronde“ vom 26. bis 28. Oktober 1978 in Florenz erzielt wurden,
- angesichts der Notwendigkeit, im Vorfeld der allgemeinen und unmittelbaren Wahlen zum Europäischen Parlament dem Gemeinschaftsbürger zu verdeutlichen, daß und in welcher Weise seine Rechte in der Gemeinschaft gestärkt werden sollen,

(¹) ABl. Nr. C 108 vom 8. 5. 1978, S. 42.

TEIL II

Vom Europäischen Parlament angenommene Texte

1. Erklärung der Grundrechte und Grundfreiheiten

— Dok. A2-3/89

ENTSCHLIESSUNG

zur Erklärung der Grundrechte und Grundfreiheiten

Das Europäische Parlament,

- unter Hinweis auf den von den Herren Luster und Pfennig eingereichten Entschließungsantrag zur Ergänzung des Vertragsentwurfs zur Gründung der Europäischen Union (Dok. 2-363/84),
 - gestützt auf die Verträge zur Gründung der Europäischen Gemeinschaften,
 - gestützt auf seinen am 14. Februar 1984 angenommenen Entwurf eines Vertrags zur Gründung der Europäischen Union, insbesondere auf Artikel 4 Absatz 3 und Artikel 7 ⁽¹⁾,
 - unter Hinweis auf seine Entschliebung vom 29.10.1982 zum Memorandum der Kommission betreffend den Beitritt der Gemeinschaft zur Europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten ⁽²⁾,
 - gestützt auf die Gemeinsame Erklärung zum Schutz der Grundrechte ⁽³⁾,
 - gestützt auf die Präambel der Einheitlichen Akte,
 - gestützt auf die dem Recht der Mitgliedstaaten gemeinsamen allgemeinen Grundsätze,
 - gestützt auf die Rechtsprechung des Gerichtshofs der Europäischen Gemeinschaften,
 - gestützt auf die Allgemeine Erklärung der Menschenrechte,
 - gestützt auf die Pakte der Vereinten Nationen über bürgerliche und politische Rechte und über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte,
 - gestützt auf die Europäische Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten und die dazugehörigen Protokolle,
 - gestützt auf die Europäische Sozialcharta und ihr Zusatzprotokoll,
 - in Kenntnis des Berichts des Institutionellen Ausschusses und der Stellungnahme des Ausschusses für soziale Angelegenheiten und Beschäftigung (Dok. A2-3/89),
- A. in der Erwägung, daß es, wie dies in der Präambel der Einheitlichen Akte erneut unterstrichen wird, geboten ist, sich auf der Grundlage der Grundrechte für die Demokratie einzusetzen,
 - B. in der Erwägung, daß die Wahrung der Grundrechte die unerläßliche Voraussetzung für die Legitimität der Gemeinschaft darstellt,
 - C. in der Erwägung, daß es dem Europäischen Parlament obliegt, zur Entwicklung des Modells einer Gesellschaft beizutragen, die auf der Achtung der Grundrechte und Grundfreiheiten und Toleranz begründet ist,

⁽¹⁾ ABl. Nr. C 77 vom 19.3.1984, S. 33⁽²⁾ ABl. Nr. C 304 vom 22.11.1982, S. 253⁽³⁾ ABl. Nr. C 103 vom 27.4.1977, S. 1

2

DIE AUSARBEITUNG DER CHARTA DER GRUNDRECHTE DER EUROPÄISCHEN UNION

Im Juni 1999 beschließen die Staats- und Regierungschefs der damaligen fünfzehn Mitgliedstaaten beim Europäischen Rat von Köln, die Rechte der Unionsbürger ausdrücklich festzuschreiben. Sie wollen den Bürgern die besondere Bedeutung und Tragweite dieser Rechte vor Augen führen und sie gleichzeitig rechtlich verankern: ein Etappensieg für das Europäische Parlament. Der Sinneswandel des Rates hat allerdings unterschiedliche Gründe. Einerseits erhält die Europäische Union allmählich immer mehr Zuständigkeiten. Das heißt, dass sich die Tätigkeiten der Gemeinschaftsorgane und der Mitgliedstaaten

mit größerer Wahrscheinlichkeit auf die Rechte der Bürger auswirken. Andererseits lässt die bevorstehende Erweiterung der Europäischen Union um Länder, in denen bis vor gar nicht langer Zeit undemokratische Regime an der Macht waren, die Sorge um die Menschenrechte wachsen. Die Grundrechte und die gemeinsamen Werte sollen daher in einem einzigen Text festgeschrieben und von der Europäischen Union geschützt werden. Nicht zuletzt soll die Europäische Union über ein konkretes Verzeichnis der Grundrechte verfügen, die immer mehr im Mittelpunkt ihrer Beziehungen zu Drittstaaten stehen.



*Europäischer Rat von
Köln, 1999*
Rat der EU
© Europäische Union

**BESCHLUSS DES EUROPÄISCHEN RATES ZUR ERARBEITUNG EINER CHARTA
DER GRUNDRECHTE DER EUROPÄISCHEN UNION**

Die Wahrung der Grundrechte ist ein Gründungsprinzip der Europäischen Union und unerläßliche Voraussetzung für ihre Legitimität. Die Verpflichtung der Union zur Achtung der Grundrechte hat der Europäische Gerichtshof in seiner Rechtsprechung bestätigt und ausgeformt. Im gegenwärtigen Entwicklungsstand der Union ist es erforderlich, eine Charta dieser Rechte zu erstellen, um die überragende Bedeutung der Grundrechte und ihre Tragweite für die Unionsbürger sichtbar zu verankern.

Nach Auffassung des Europäischen Rates soll diese Charta die Freiheits- und Gleichheitsrechte sowie die Verfahrensgrundrechte umfassen, wie sie in der Europäischen Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten gewährleistet sind und wie sie sich aus den gemeinsamen Verfassungsüberlieferungen der Mitgliedstaaten als allgemeine Grundsätze des Gemeinschaftsrechts ergeben. Die Charta soll weiterhin die Grundrechte enthalten, die nur den Unionsbürgern zustehen. Bei der Ausarbeitung der Charta sind ferner wirtschaftliche und soziale Rechte zu berücksichtigen, wie sie in der Europäischen Sozialcharta und in der Gemeinschaftscharta der sozialen Grundrechte der Arbeitnehmer enthalten sind (Artikel 136 EGV), soweit sie nicht nur Ziele für das Handeln der Union begründen.

Der Europäische Rat ist der Auffassung, daß ein Entwurf einer solchen Charta der Grundrechte der Europäischen Union von einem Gremium ausgearbeitet werden sollte, das aus Beauftragten der Staats- und Regierungschefs und des Präsidenten der Europäischen Kommission sowie Mitgliedern des Europäischen Parlaments und der nationalen Parlamente besteht. Vertreter des Europäischen Gerichtshofs sollten als Beobachter teilnehmen. Vertreter des Wirtschafts- und Sozialausschusses, des Ausschusses der Regionen und gesellschaftlicher Gruppen sowie Sachverständige sollten angehört werden. Das Sekretariat soll vom Generalsekretariat des Rates wahrgenommen werden.

Dieses Gremium soll rechtzeitig vor dem Europäischen Rat im Dezember 2000 einen Entwurf vorlegen. Der Europäische Rat wird dem Europäischen Parlament und der Kommission vorschlagen, gemeinsam mit dem Rat eine Charta der Grundrechte der Europäischen Union auf der Grundlage des Entwurfs feierlich zu proklamieren. Danach wird zu prüfen sein, ob und gegebenenfalls auf welche Weise die Charta in die Verträge aufgenommen werden sollte. Der Europäische Rat beauftragt den Allgemeinen Rat, bis zum Europäischen Rat in Tampere die erforderlichen Schritte einzuleiten.

Donnerstag, 16. September 1999

10. Raum der Freiheit, der Sicherheit und des Rechts**a) B5-0110/1999****Ausarbeitung der Charta der Grundrechte***Das Europäische Parlament,*

- unter Hinweis auf die Schlußfolgerungen des Europäischen Rates von Köln,
- unter Hinweis auf die Vorschläge, die es insbesondere in seinen Entschlüssen zur Verfassung der Europäischen Union und in sonstigen allgemeinen Entschlüssen zu institutionellen Fragen, die im Laufe der Wahlperiode 1994 – 1999 angenommen wurden, unterbreitet hat ⁽¹⁾,

1. begrüßt den Beschluß des Europäischen Rates von Köln, bis zum Europäischen Rat im Dezember 2000 einen Entwurf für eine Charta der Grundrechte der Europäischen Union auszuarbeiten;

2. ist der Auffassung, daß die Ausarbeitung dieser Charta zu seinen konstitutionellen Prioritäten gehört und daß sie die gemeinsame Verantwortung der beiden Organe impliziert, auf denen die Rechtmäßigkeit der Union gründet; Rat (für die Mitgliedstaaten) und Europäisches Parlament (für die Völker Europas);

3. betont, daß diese Charta eines offenen und innovativen Ansatzes bedarf, sowohl hinsichtlich ihrer Merkmale und der Art der darin aufzuführenden Rechte als auch hinsichtlich ihrer Funktion und ihrer Stellung bei der konstitutionellen Weiterentwicklung der Union;

4. fordert in bezug auf die Zusammensetzung und die Einzelheiten für die Organisation der Arbeiten in dem entsprechenden Gremium;

- daß die Zahl der Mitglieder des Europäischen Parlaments der Zahl der Vertreter der Staats- und Regierungschefs der Mitgliedstaaten entspricht, um die Gleichwertigkeit zwischen diesen beiden Komponenten auch nach außen hin deutlich zu machen und um eine angemessene Vertretung der unterschiedlichen im Europäischen Parlament vertretenen politischen Strömungen und Empfindlichkeiten zu ermöglichen;
- daß die wesentliche Rolle und der Beitrag der nationalen Parlamente auf eine Art und Weise gewährleistet werden muß, wie sie sich aus einer entsprechenden Konsultation der Präsidenten der nationalen Parlamente ergeben wird;
- daß die Zuständigkeiten des Präsidenten und des Präsidiums von dem Gremium festgelegt werden;
- daß dieses Gremium die mögliche Bildung eines Redaktionskomitees und von Arbeitsgruppen beschließen kann;
- daß die Transparenz der Tätigkeiten auf angemessene Weise gewährleistet wird, daß auch der Beitrag der NRO und der Bürger gewährleistet wird und daß öffentliche Anhörungen veranstaltet werden;
- daß das Sekretariat des Gremiums der Verantwortung der teilnehmenden Instanzen unterliegt;

5. beauftragt seine Präsidentin, diese Entschlüsselung der Kommission, dem Rat und den übrigen Organen der Gemeinschaft sowie den Regierungen und Parlamenten der Mitgliedstaaten zu übermitteln.

⁽¹⁾ ABl. C 120 vom 16.5.1989, S. 51, ABl. C 324 vom 24.12.1990, S. 219 und ABl. C 61 vom 28.2.1994, S. 155.

b) B5-0116/1999**Entschlüsselung zur Sondertagung des Europäischen Rates über den Raum der Freiheit, der Sicherheit und des Rechts (Tampere, 15./16. Oktober 1999)***Das Europäische Parlament,*

- in Kenntnis des EU-Vertrags und des EG-Vertrags und insbesondere der Bestimmungen über die Entwicklung der zu einem Raum der Freiheit, der Sicherheit und des Rechts (RFSR),
- unter Hinweis auf seine früheren Entschlüsselungen zu diesem Thema ⁽¹⁾,

⁽¹⁾ ABl. C 219 vom 30. 7 1999, S. 5 und 6, ABl. C 175 vom 21. 6 1999, S. 4.

3

NEUARTIGE VERHANDLUNGSMETHODEN

Für die Staats- und Regierungschefs der EU ist klar: In der geplanten Charta müssen die Rechte auf Freiheit und Gleichheit, die Verfahrensrechte, die Grundrechte der Unionsbürger sowie die wirtschaftlichen und sozialen Rechte festgeschrieben sein. In erster Linie soll das System zum Schutz der Menschenrechte transparenter werden, indem die bestehenden Rechte, die die Grundlage der politischen Kultur und des politischen Systems der EU bilden, in einem einzigen Text zusammengefasst werden. Die wichtigste Neuerung aber ist das Verfahren, das man wählt: Anstatt diplomatische Verhandlungen zu führen, beschließen die Staats- und Regierungschefs der EU, eine Arbeitsgruppe mit der Ausarbeitung des Textes zu beauftragen. Dieser

Arbeitsgruppe gehören neben ernannten Stellvertretern auch der Präsident der Europäischen Kommission sowie Mitglieder des Europäischen Parlaments und der Parlamente der Mitgliedstaaten an. Auch Vertreter des Europäischen Gerichtshofs sollen als Beobachter teilnehmen. Angehört werden können darüber hinaus Vertreter des Wirtschafts- und Sozialausschusses, des Ausschusses der Regionen und der Zivilgesellschaft. Man entscheidet sich für einen offenen, innovativen und kühnen Verhandlungsprozess. Der Europäische Rat von Köln sieht vor, dass der Entwurf der Charta vor Anfang Dezember 2000 vorgelegt wird, damit Rat, Kommission und Parlament das Schriftstück gemeinsam feierlich proklamieren können.


Plakat des Europäischen
Gewerkschaftsbundes zum
Thema Grundrechte, 1999
Europäischer
Gewerkschaftsbund
Siehe
Urheberrechtsangabe

Fundamental Rights: The Heart of Europe Droits Fondamentaux: le Coeur de l'Europe



EUROPEAN TRADE UNION
CONFEDERATION
<http://www.etuc.org/fundrights>

GRUNDRECHTE: DAS HERZ EUROPAS
DIRITTI FONDAMENTALI: IL CUORE DELL'EUROPA
DERECHOS FUNDAMENTALES: EN EL CORAZÓN DE EUROPA
FUNDAMENTALE RETTIGHEDER: EUROPAS HIJERTE
GRONDRECHTEN: HET HART VAN EUROPA
DIREITOS FUNDAMENTAIS: NO CORAÇÃO DA EUROPA
GRUNDLÄGGANDE RÄTTIGHETER: EUROPAS HJÄRTERÅGA
PERUSOIKEUDET: EUROOPAN SYDÄMEN
ΟΕΜΕΛΙΩΔΗ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΑ: Η ΚΑΡΔΙΑ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ



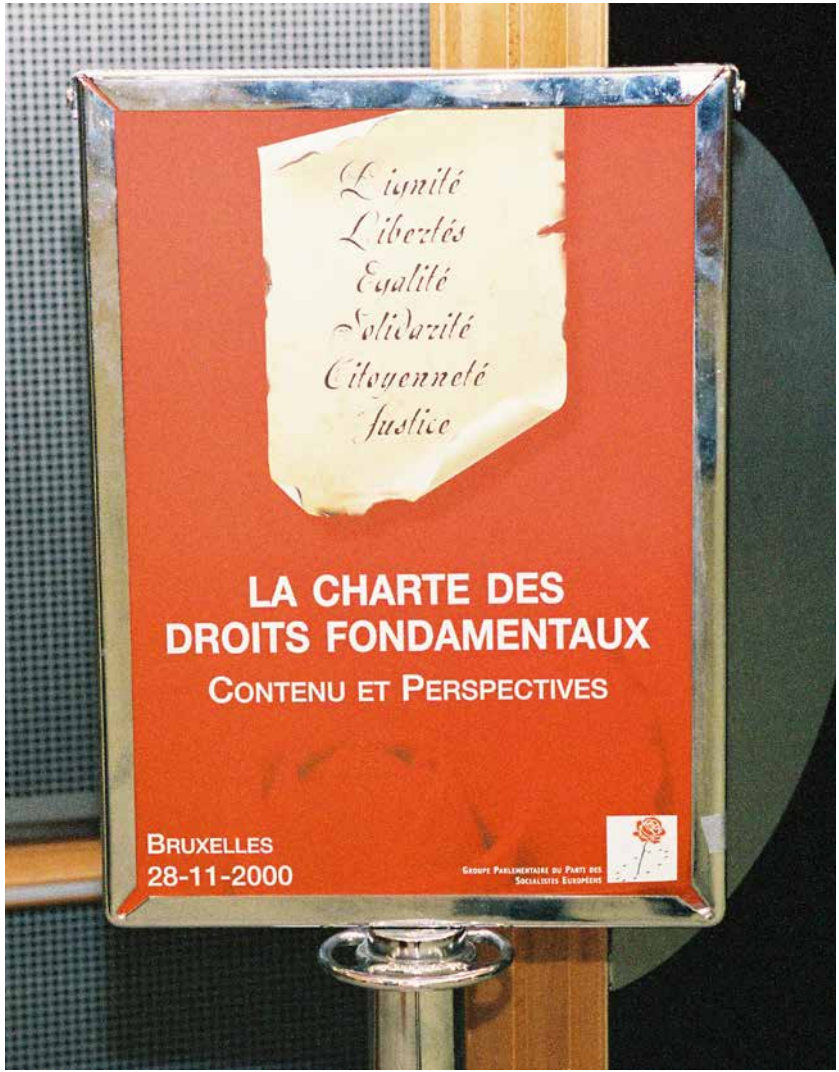
Platform of European
Social NGOs
<http://www.socialplatform.org>

CAMPAIGN TO INTEGRATE FUNDAMENTAL RIGHTS IN THE EUROPEAN TREATIES
 CAMPAGNE POUR L'INSERTION DES DROITS FONDAMENTAUX DANS LES TRAITÉS DE L'UNION EUROPÉENNE

2000 • publications • e-mail: amereira@etuc.org • tel.: +32 2 224 05 83 • fax: +32 2 224 04 54/55



Beteiligung der Zivilgesellschaft an der Ausarbeitung der Charta, 2000
Europäisches Parlament
© Europäische Union



Gespräche über die Charta der Grundrechte, 2000
Europäisches Parlament
© Europäische Union

4

ARBEIT DES KONVENTS ZUR AUSARBEITUNG DER CHARTA DER GRUNDRECHTE DER EU

Vier Monate nach dem Europäischen Rat von Köln werden im finnischen Tampere die konkreten Arbeitsmethoden und die genaue Zusammensetzung der Arbeitsgruppe festgelegt, die mit der Ausarbeitung des Entwurfs der Charta der Grundrechte betraut wird. Dabei wird Geschichte geschrieben: Erstmals haben die Mitglieder des Europäischen Parlaments die Möglichkeit, gemeinsam mit Abgeordneten aus den Mitgliedstaaten, einem Repräsentanten der Europäischen Kommission und von den Staats- und Regierungschefs entsandten Stellvertretern einen Text auszuarbeiten, der Verfassungscharakter hat.

Am 17. Dezember 1999 nehmen die 62 Mitglieder der Arbeitsgruppe in Brüssel ihre Arbeit auf. Auf Antrag mehrerer Abgeordneter des Europäischen Parlaments geben sie sich sofort die symbolträchtigere Bezeichnung „Konvent“. Dem Konvent gehören 16 Mitglieder des Europäischen Parlaments, je zwei – also insgesamt 30 – Delegierte der nationalen Parlamente, je ein Vertreter der Regierungen der damals 15 Mitgliedstaaten sowie ein Vertreter der Europäischen Kommission an. Darüber hinaus nehmen zwei Vertreter des Gerichtshofs der Europäischen Gemeinschaften und zwei Vertreter des Europarats (einer davon als Vertreter des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte) an den Beratungen teil. Vorgesehen ist auch ein Dialog mit dem Wirtschafts- und Sozialausschuss, dem Ausschuss der Regionen und dem Europäischen Bürgerbeauftragten. Nicht zuletzt sollen auch Vertreter der EU-Bewerberländer, zivilgesellschaftliche

Organisationen und Fachleute eingeladen werden, sich an den Beratungen zu beteiligen.

Den Vorsitz des Konvents führt Roman Herzog, ehemaliger Präsident des Bundesverfassungsgerichts in Karlsruhe und ehemaliger deutscher Bundespräsident, der federführend an der Initiative beteiligt ist. Er wird von einem Redaktionsausschuss – dem sogenannten Präsidium – unterstützt und arbeitet eng mit dem Generalsekretariat des Rates und der dienststellenübergreifenden Taskforce zusammen, die die Delegation des Europäischen Parlaments bei den Arbeiten an der Charta unterstützt. Der Konvent und das Präsidium nehmen ihre Arbeit offiziell in den Räumlichkeiten des Rates auf. Im weiteren Verlauf kommt man jedoch fast ausschließlich im Europäischen Parlament in Brüssel zusammen, was den federführend beteiligten Mitgliedern des Europäischen Parlaments die Arbeit spürbar erleichtert.

Schon bald stellt sich heraus, dass die unterschiedlichen Hintergründe der Mitglieder des Konvents der Debatte guttun. Neun Monate lang arbeitet der Konvent an der Charta. Dutzende regierungsunabhängige Organisationen tragen dazu bei und werden angehört – so entsteht ein beispielloser Dialog mit der Zivilgesellschaft. Gleich zu Beginn entscheidet der Konvent, seine Beschlüsse im Konsens zu fassen. Die Arbeit des Konvents ist in besonderem Maße von Transparenz geprägt: Seine Sitzungen sind öffentlich, und alle vorbereitenden Dokumente sind auf einer eigenen Website im Internet frei zugänglich.



*Europäischer Rat von
Tampere, 1999
Rat der EU
© Europäische Union*



*Roman Herzog,
Vorsitzender des
Konvents, 2000
Europäisches Parlament
© Europäische Union*

PARLEMENT EUROPÉEN

PV/01/99

Délégation du Parlement Européen au sein de l'enceinte chargée de l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne

PROCÈS-VERBAL

de la réunion

du 24 novembre 1999

BRUXELLES

La réunion est ouverte à 11 heures, sous la présidence de Mme Paciotti, doyenne d'âge.

1. Adoption du projet d'ordre du jour.

L'ordre du jour est adopté.

2. Election du président de la délégation.

Sur proposition de MM. Friedrich et Martin, M. Mendez de Vigo est élu par acclamation président de la délégation. Mme Paciotti lui cède la présidence de la réunion.

3. Echange de vues à caractère général sur l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Le Président introduit brièvement les travaux de la délégation, puis invite les membres à faire part de leurs observations quant à la méthode de travail pour l'élaboration de la Charte.

Interventions de MM. et Mmes Beres, Friedrich, D. Martin, van den Burg, Maij-Weggen, Frahm, Bonde, Cederschiöld, H.P. Martin, Cornillet, Rack, Buttiglione, Schulz. MM. Duff et Voggenhuber, rapporteurs de la commission constitutionnelle, concluent l'échange de vues.

4. Date et lieu de la prochaine réunion.

La prochaine réunion est fixée au mardi 14 décembre à Strasbourg, à une heure restant à déterminer.

3 décembre 1999

COMPOSITION DE LA DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN
 A L'ENCEINTE CHARGE DE L'ELABORATION DU PROJET
 DE CHARTRE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPEENNE

NOMS	PPE/DE	PSE	ELDR	VERTSALE
Members titulaires	Mme Charlotte CEDERSCHOLD M. Thierry CORNILLET M. Iñigo FRIEDRICH M. Timotheo KIRKHOPE Mme Isabella MALY-VEGGEN M. Iñigo MENDEZ DE VIGO Y MONTOO	M. David MARTIN Mme Percecche BERAS M. Hans-Peter MARTIN M. Martin SCHULZ Mme Elena PACIOTTI	M. Andrew DUFF	M. Johannes VOOGENSNIJDER
Members suppléants	M. Boaco BUTTIGLIONE M. Konstantinos HATZIDAKIS Mme Marie-Thérèse HERMANGE M. Peter Michael KOMBAUR M. Reinhard RACK	Mme Joke VAN DEN BURG Mme Catherine LALUMIERE M. Ugo IVARI M. Philipp WITTEBAD M. Jean-Maurice BEROUSSE	M. Graham WATSON	Mme Kathelijne BUITENWEG
NOMS	QUEINGL	UEN	EDD	
Members Titulaires	Mme Sylvie Yvonne KAUFMANN	M. Georges BERTHU	M. Jean-Pierre BONDE	
Members suppléants	Mme Pamela FRAHM	M. Mauro NUBILA	M. Rijk VAN DAM	✓



Iñigo Méndez de Vigo, Vorsitzender der Delegation des Europäischen Parlaments, 2000
 Europäisches Parlament
 © Europäische Union

"LE TEST DE LA QUALITE"

Déclaration conjointe des ONG participant à l'Audition sur la Charte des Droits Fondamentaux

Bruxelles, 27 avril 2000

Ce que doit être la Charte

1. Une Charte de l'UE, véritable phare dans toute l'Europe, témoignant des valeurs et des objectifs communs de peuples qui partagent les mêmes aspirations à la paix, au développement et à la liberté, dans la diversité de leurs confessions, leurs convictions et leurs civilisations, et qui font partie de la première génération planétaire.
2. Une Charte pour les Femmes et les Hommes
3. Une Charte pour tous : citoyens, résidents, immigrés, réfugiés, sans papiers
4. Une Charte des droits essentiels définis par les accords du Conseil de l'Europe, de l'ONU et du BIT
5. Une Charte des droits individuels et collectifs
6. Une Charte sur le Bien Commun

Ce que cela nécessite

- Prendre en compte le caractère universel des Droits Fondamentaux.
- Reconnaître l'égalité entre hommes et femmes comme principe fondateur de l'Union.
- Utiliser un langage inclusif.
- Reconnaître le principe de non-discrimination.
- Protéger les droits des minorités à utiliser leur(s) langue(s) et à transmettre leur culture et leurs valeurs conformément à la Charte.
- Ne jamais rester en deçà des accords conclus, même s'ils ne sont signés que par quelques Etats membres de l'UE.
- Compléter, renforcer et développer les droits existants.
- Protéger les droits collectifs tels que les droits linguistiques et culturels, les droits syndicaux et les droits associatifs.
- Garantir aux ONG un droit de consultation au niveau européen.
- Reconnaître l'accès à la justice au niveau de l'UE pour les ONG qui défendent le bien commun et les droits des générations futures.
- Obtenir la reconnaissance du bien commun, fondement d'une communauté de personnes vivant ensemble dans la solidarité et le respect.
- Donner à tous l'accès aux biens communs et aux services publics, assurer la transparence en matière de gestion et la participation à l'évaluation de la gestion.
- 7. Une Charte des droits civiques et politiques, sociaux, culturels et

5

DIE AUSARBEITUNG DES TEXTES: EIN SCHWIERIGES UND EHRGEIZIGES UNTERFANGEN

Die Ausarbeitung des Entwurfs der Charta birgt zahlreiche Schwierigkeiten: Diesmal geht es nicht darum, die Gemeinschaftsverträge zu überarbeiten oder die Zuständigkeiten der Europäischen Union auszuweiten. Ziel ist vielmehr, die Rechte zu ermitteln und ausdrücklich festzuschreiben, die die EU-Organe und die Mitgliedstaaten stets achten müssen. Die Mitglieder des Konvents geben sich jedoch nicht damit zufrieden, einfach nur eine Sammlung von Rechten zu erstellen: Ihnen geht es vor allem darum, diese Rechte besser durchzusetzen und wirksam zu schützen.

Wegen der unterschiedlichen Rechtssysteme der Mitgliedstaaten (geschriebenes Recht/Gewohnheitsrecht, einklagbares Recht/allgemeine Rechtsgrundsätze usw.) erweist sich die Vereinheitlichung jedoch als schwieriges Unterfangen. Einige der mit Bedacht formulierten Klauseln sind daher regelrechte Kompromisslösungen. Im Grunde enthält die Charta Bestimmungen, die sich bereits in verschiedenen internationalen und nationalen Instrumenten wiederfinden. Sie bringt jedoch auch einige Neuerungen – insbesondere beim Recht auf den Zugang zu Dokumenten der EU-Organe, beim Schutz personenbezogener Daten, beim Grundsatz der nachhaltigen Entwicklung und des Umweltschutzes und bei den Rechten in Bezug auf die Bioethik (die sogenannte neue Generation der Menschenrechte).

Das Ergebnis: ein kurzer Text mit 54 Artikeln, der so klar und zusammenhängend geschrieben ist, dass alle, an die er sich wendet, ihn leicht verstehen können. Die in der Charta verankerten Rechte lassen sich unter folgenden sechs übergeordneten Grundsätzen gruppieren: Menschenwürde, Grundfreiheiten, Gleichheit aller Menschen, Solidarität, Bürgerrechte und justizielle Rechte. In der Präambel der Charta wird darauf hingewiesen, dass die Völker Europas entschlossen sind, „auf der Grundlage gemeinsamer Werte eine friedliche Zukunft zu teilen, indem sie sich zu einer immer engeren Union verbinden“. In der Charta wird zwar nicht direkt auf eine Religion Bezug genommen, wohl aber auf das geistig-religiöse und sittliche Erbe der Europäischen Union, die sich „auf die unteilbaren und universellen Werte der Würde des Menschen, der Freiheit, der Gleichheit und der Solidarität“ gründet und „auf den Grundsätzen der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit“ beruht.

Im ersten Kapitel ist verankert, dass die Würde des Menschen unantastbar ist. In den folgenden Artikeln sind das Recht auf Leben, das Recht auf Unversehrtheit, das Verbot der Folter und unmenschlicher oder erniedrigender Strafe oder Behandlung sowie das Verbot der Sklaverei und der Zwangsarbeit festgeschrieben. Das Kapitel „Freiheiten“ enthält die Rechte auf Freiheit, Sicherheit

und die Achtung des Familienlebens. Ausdrücklich erwähnt werden neben der Gedankenfreiheit, der Freiheit der Meinungsäußerung und der Versammlungsfreiheit auch die Rechte auf Bildung, Arbeit, Eigentum und Asyl. Das Kapitel zur Gleichheit besagt, dass alle Menschen vor dem Gesetz gleich sind, alle Formen der Diskriminierung verboten sind und die Gleichheit von Männern und Frauen sicherzustellen ist. Behandelt werden auch die Rechte des Kindes sowie die Rechte älterer und behinderter Menschen. Im Kapitel zur Solidarität (dieser Begriff wurde schließlich dem Konzept der „sozialen Rechte“ vorgezogen) sind etwa das Recht auf Kollektivmaßnahmen (einschließlich Streiks), der Schutz der Arbeitnehmer bei ungerechtfertigter Entlassung, das Recht auf gerechte und angemessene Arbeitsbedingungen, das Recht auf Sozial- und Wohnungshilfe, das Recht auf Zugang zu Sozialleistungen und das Recht auf Gesundheitsschutz festgeschrieben. In diesem Abschnitt

ist auch das Verbot der Kinderarbeit verankert. Im Kapitel zu den Bürgerrechten geht es um die mit der Unionsbürgerschaft verbundenen Rechte: das aktive und passive Wahlrecht, das Recht, Petitionen an das Europäische Parlament zu richten, das Recht auf diplomatischen und konsularischen Schutz im Hoheitsgebiet eines Drittlandes und das Recht auf eine gute Verwaltung durch die Organe der Union.

Im Kapitel zu den justiziellen Rechten wird etwa auf den Grundsatz der Unschuldsvermutung, die Achtung der Verteidigungsrechte, die Grundsätze der Gesetzmäßigkeit und Verhältnismäßigkeit im Zusammenhang mit Straftaten und Strafen sowie das Recht auf einen wirksamen Rechtsbehelf und ein unparteiisches Gericht Bezug genommen. In den abschließenden Artikeln geht es um die Tragweite der durch die Charta garantierten Rechte und Freiheiten sowie den Anwendungsbereich der Bestimmungen.



ENTWURF EINER CHARTA DER GRUNDRECHTE DER EUROPÄISCHEN UNION

fundamental.rights@consilium.eu.int

Brüssel, den 13. Januar 2000 (26.01)
(OR. f/d/es/p/s)

CHARTE 4105/00

BODY 1

NIEDERSCHRIFT

Betr.: Niederschrift über die erste Tagung des Gremiums zur Ausarbeitung eines Entwurfs einer Charta der Grundrechte der Europäischen Union (Brüssel, 17. Dezember 1999)

1. Das Gremium, das vom Europäischen Rat auf seiner Tagung vom 3. und 4. Juni 1999 in Köln mit der Ausarbeitung des Entwurfs einer Charta der Grundrechte der Europäischen Union beauftragt wurde, hat am 17. Dezember 1999 in Brüssel seine erste Tagung abgehalten.

Es ist gemäß den Regeln über die Zusammensetzung, die Arbeitsverfahren und die praktischen Vorkehrungen, die in der Anlage zu den Schlußfolgerungen des Vorsitzes im Anschluß an die Tagung des Europäischen Rates vom 15. und 16. Oktober 1999 in Tampere enthalten sind, zusammengetreten.

2. Bei der Eröffnung der Arbeitstagung erinnerte Herr NIKULA als Vertreter des Präsidenten des Europäischen Rates an das vom Europäischen Rat in Köln erteilte Mandat sowie an die Regeln über die Arbeitsweise, die vom Europäischen Rat in Tampere festgelegt wurden. Danach hob er insbesondere drei Aspekte des diesem Gremium erteilten Mandates hervor:

CHARTE 4105/00

JUR

kst/BSB/gr

D
1



*Der Konvent bei der
Arbeit, 2000*
Europäisches Parlament
© Europäische Union

ENTWURF DER CHARTA DER GRUNDRECHTE DER EUROPÄISCHEN UNION

fundamental.rights@consilium.eu.int

Brüssel, den 14. Juli 2000

CHARTE 4400/00
CONVENT 43

VERMERK DES PRÄSIDIUMS

Betr.: Entwurf der Charta der Grundrechte der Europäischen Union
- Entwurf einer Präambel

PRÄAMBEL

- 1. Die Völker Europas haben untereinander eine immer engere Union geschaffen und teilen nunmehr dasselbe Schicksal.
2. Diese Union gründet sich auf die unteilbaren und universellen Grundsätze der Würde des Menschen, der Freiheit, der Gleichheit aller Personen, von Männern und Frauen, und der Solidarität. Sie beruht auf den Grundsätzen der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit.
3. Die Union trägt zur Entwicklung dieser gemeinsamen Werte bei und achtet dabei die Vielfalt der Kulturen und Traditionen der Völker Europas und die nationale Identität der Mitgliedsstaaten sowie deren verfassungsmäßigen Aufbau auf nationaler, regionaler und lokaler Ebene.
4. Damit die Grundrechte in der Union dauerhaft geschützt und für jeden sichtbar werden, müssen sie in einer Charta der Grundrechte der Europäischen Union verankert werden.

CHARTE 4400/00 JUR sch/UM/ar 1 DE

Entwurf der Präambel der Charta, 2000
Rat der EU/CHARTE 4400/00
© Europäische Union

ENTWURF DER CHARTA DER GRUNDRECHTE DER EUROPÄISCHEN UNION

fundamental.rights@consilium.eu.int

Brüssel, den 13. Juli 2000 (14.07)

CHARTE 4412/00
CONVENT 44

VERMERK DES PRÄSIDIUMS

Betr.: Entwurf der Charta der Grundrechte der Europäischen Union
- Aufbau der Charta

Das Präsidium schlägt dem Konvent vor, die Artikel der Charta in folgende 7 Abschnitte aufzuteilen:

- 1. Abschnitt: Rechte des Menschen
2. Abschnitt: Freiheitsrechte
3. Abschnitt: Gleichheitsrechte
4. Abschnitt: Bürgerschaft
5. Abschnitt: Solidarität
6. Abschnitt: Justitielle Rechte
7. Abschnitt: Allgemeine Bestimmungen

CHARTE 4412/00 JUR hma/o.R./dm 1 DE

Entwurf der Struktur der Charta, 2000
Rat der EU/CHARTE 4412/00
© Europäische Union

ENTWURF DER CHARTA DER GRUNDRECHTE DER EUROPÄISCHEN UNION

Fundamental.rights@consilium.eu.int

Brüssel, den 28. September 2000 (OR. fr)

CHARTE 4487/00
CONVENT 50

VERMERK

Betr.: Entwurf der Charta der Grundrechte der Europäischen Union

PRÄAMBEL

Die Völker Europas sind entschlossen, auf der Grundlage gemeinsamer Werte eine friedliche Zukunft zu teilen, indem sie sich zu einer immer engeren Union verbinden.

In dem Bewusstsein ihres geistig-religiösen und sittlichen Erbes gründet sich die Union auf die unteilbaren und universellen Werte der Würde des Menschen, der Freiheit, der Gleichheit und der Solidarität. Sie beruht auf den Grundsätzen der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit. Sie stellt die Person in den Mittelpunkt ihres Handelns, indem sie die Unionsbürgerschaft und einen Raum der Freiheit, der Sicherheit und des Rechts begründet.

CHARTE 4487/00 JUR CFR/wk 1 DE

Entwurf der Charta der Grundrechte, 2000
Rat der EU/CHARTE 4487/00 © Europäische Union

C 300 E/432 Amtsblatt der Europäischen Union DE 11.12.2003

Mittwoch, 23. Oktober 2002

P5_TA(2002)0508

Auswirkungen und künftiger Status der Charta der Grundrechte

Entschließung des Europäischen Parlaments zu der Wirkung der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und ihren künftigen Status (2002/2139(INI))

Das Europäische Parlament,

- unter Hinweis auf seine Entschließung vom 16. März 2000 zur Erarbeitung einer Charta der Grundrechte der Europäischen Union (*),
- unter Hinweis auf seinen Beschluss vom 14. November 2000 über die Annahme des Entwurfs der Charta der Grundrechte der Europäischen Union (*),
- gestützt auf Artikel 163 seiner Geschäftsordnung,

- in Kenntnis des Berichts des Ausschusses für konstitutionelle Fragen sowie der Stellungnahmen des Ausschusses für Recht und Binnenmarkt, des Ausschusses für die Rechte der Frau und Chancengleichheit und des Petitionsausschusses (A5-0332/2002),

in Erwägung nachstehender Gründe:

Legitimität der Charta

- A. Im Vertrag von Maastricht (1992) wurde erstmals der Begriff der Unionsbürgerschaft verankert und in Artikel 6 Absatz 2 folgendes vorgeschrieben: 'Die Union achtet die Grundrechte, wie sie in der am 4. November 1950 in Rom unterzeichneten Europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten gewährleistet sind und wie sie sich aus den gemeinsamen Verfassungsüberlieferungen der Mitgliedstaaten als allgemeine Grundsätze des Gemeinschaftsrechts ergeben.' (*) Im folgenden Jahrzehnt wurden Fortschritte bei der Entwicklung des Menschenrechtsprofils der Europäischen Union hauptsächlich im Rahmen ihrer Außenpolitik erzielt, aber auch in Form der Kriterien von Kopenhagen für die Erweiterung (1993).
B. Im Juni 1999 kam der Europäische Rat in Köln überein, eine Charta der Grundrechte der Union zu erstellen, 'um die überragende Bedeutung der Grundrechte und ihre Tragweite für die Unionsbürger sichtbar zu verankern'. Beschlissen wurde, nach Proklamation der Charta 'zu prüfen, ob und gegebenenfalls auf welche Weise die Charta in die Verträge aufgenommen werden sollte'. Zur Ausarbeitung der Charta berief der Europäische Rat ein Ad-hoc-Gremium ein (das beschloss, sich als Konvent zu bezeichnen), bestehend aus Beauftragten der Staats- und Regierungschefs und des Präsidenten der Kommission sowie Mitgliedern des Europäischen Parlaments und der nationalen Parlamente.
C. Der Konvent arbeitete vom 17. Dezember 1999 bis 2. Oktober 2000 unter dem Vorsitz von Roman Herzog, ehemaliger Bundespräsident der Bundesrepublik Deutschland. Der Europäische Rat entwickelte das Mandat des Konvents auf seiner Tagung in Tampere im Oktober 1999 weiter und prüfte seine Fortschritte im Juni 2000 in Feira. Der Konvent arbeitete sehr transparent und führte breitgestreute Konsultationen durch. Ungachtet der Frage des letztendlichen Status der Charta beschloss er bekanntermaßen zu arbeiten, als ob er einen verbindlichen Rechtsentwurf, und mit der expliziten Absicht, Rechtssicherheit herzustellen. Der Konvent erfüllte genau das ihm vom Europäischen Rat erteilte Mandat, der wiederum den Entwurf der Charta am 13. und 14. Oktober 2000 in Biarritz einstimmig verabschiedete.
D. Nachdem sie die Zustimmung des Europäischen Parlaments (am 14. November 2000) und der Kommission (am 6. Dezember 2000) sowie mehrerer nationaler Parlamente erhalten hatte, wurde die Charta von den Präsidenten der drei Organe der Europäischen Union am 7. Dezember 2000 in Nizza feierlich proklamiert. Die Regierungskonferenz verpflichtete sich ferner, innerhalb eines Jahres den künftigen Status der Charta als eines von vier spezifischen Themen im Rahmen einer künftigen konstitutionellen Reform der Europäischen Union zu prüfen, die auf einer neuen Regierungskonferenz 2004 abschließend behandelt werden sollen.

Entschließung des Europäischen Parlaments zu der Wirkung der Grundrechtecharta, 2002
Rat der EU/CONV 368/02 © Europäische Union

5 DIE AUSARBEITUNG DES TEXTES: EIN SCHWIERIGES UND ERGEBNISREICHES UNTERFRAGEN

6

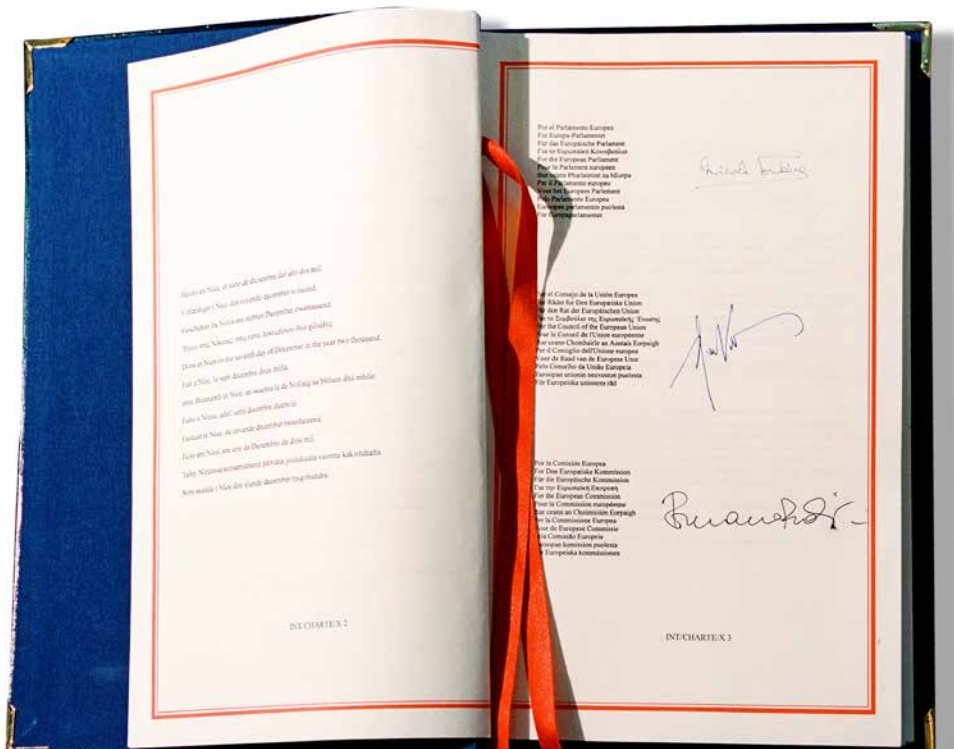
ANNAHME UND RECHTLICHE TRAGWEITE DER CHARTA DER GRUNDRECHTE DER EUROPÄISCHEN UNION

Der Entwurf der Charta wird am 26. September 2000 fertiggestellt. Am 2. Oktober nimmt der Konvent den Text formell an und übermittelt ihn an den Präsidenten des Europäischen Rates. Die Charta der Grundrechte der Europäischen Union kann dann dem Europäischen Rat von Biarritz (12.–13. Oktober) vorgelegt werden, bevor sie vom Europäischen Rat von Nizza am 7. Dezember 2000 proklamiert wird. Einige Mitgliedstaaten sind jedoch dagegen, dass sie in die Gründungsverträge aufgenommen wird. Andere wiederum, zum Beispiel das Europäische Parlament, wollen der Charta volle Rechtsverbindlichkeit verleihen. All das hindert die Organe der Europäischen Union nicht daran, sie umgehend als Symbol für eine Regierungsführung anzuerkennen, die die Grundrechte achtet.

Das Europäische Parlament lässt jedoch in seiner Wachsamkeit nicht nach. Der Text der Charta wird 2004 in den vom Konvent zur Zukunft Europas erarbeiteten Entwurf einer Europäischen Verfassung aufgenommen. Doch nach der Ablehnung dieses Vertrags im Jahr 2005 – nach den negativ ausgegangenen Referenden in Frankreich und den Niederlanden – wird die Charta erst mit der Unterzeichnung des Vertrags von Lissabon im Dezember 2007 und dessen Inkrafttreten im Dezember 2009 endgültig rechtsverbindlich. Zwar wird dem Vereinigten Königreich, Polen und später der Tschechischen Republik die Ausnahmeregelung gewährt, dass sie bestimmte Grundrechte, die in ihren nationalen Rechtsvorschriften nicht anerkannt sind, nicht anwenden müssen. Doch die Charta der Grundrechte ist heute ein zentrales Element der Rechtsordnung der Europäischen Union.



Feierliche Proklamation der Charta der Grundrechte der EU, 2000
 Europäisches Parlament
 © Europäische Union



Charta der Grundrechte der Europäischen Union, 2000
 Europäisches Parlament
 © Europäische Union

DECLARATION DE MADAME NICOLE FONTAINE

Présidente du Parlement européen

lors de la proclamation de la Charte des Droits fondamentaux

Nice, le 7 décembre 2000

Signer, c'est s'engager, dans la vie de tous les jours des citoyens, comme dans les actes officiels les plus solennels.

En cet instant, Monsieur le Président, où nos trois institutions signent ensemble la première Charte commune qui définit les droits fondamentaux de tous les hommes et de toutes les femmes qui vivent sur le sol de l'Union européenne, j'espère que vous parviendrez à obtenir que tous les Etats membres lui donnent dans le Traité la force juridique qui conditionne sa crédibilité et son efficacité.

En ce qui concerne le Parlement européen, et parce que je signe la Charte en son nom, je souhaite que tous les citoyens de l'Union sachent que dès à présent, même si ce devait être par anticipation sur sa pleine transcription juridique dans le Traité, la Charte sera la loi de l'Assemblée qu'ils ont élue au suffrage universel. Elle sera dorénavant notre référence pour tous les actes du Parlement européen qui auront un lien direct ou indirect avec les citoyens de toute l'Union, elle nous engage.

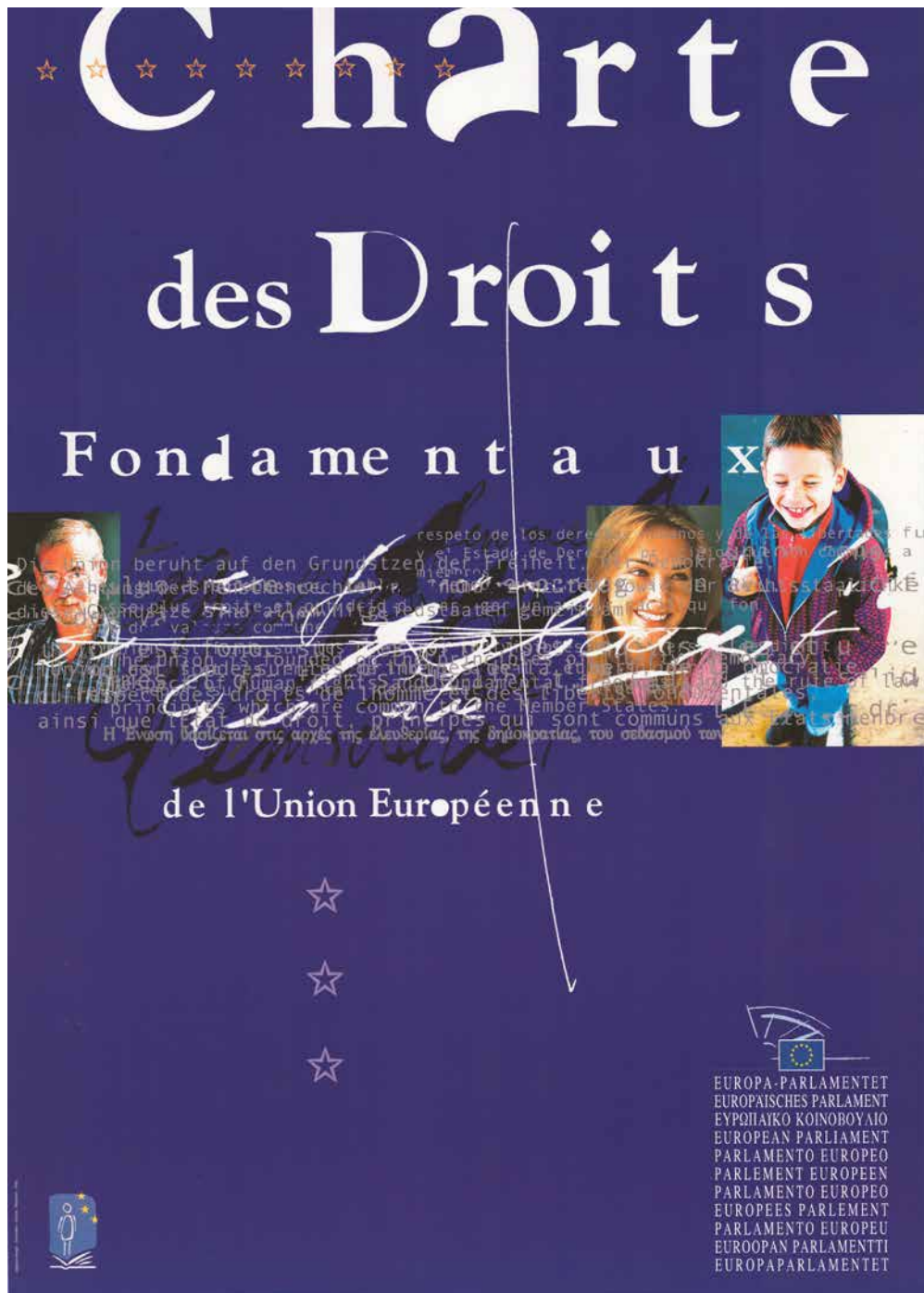
Les citoyens peuvent compter sur le Parlement européen pour la faire respecter dans toutes les facettes de la vie de l'Union européenne.



Französische
Sonderbriefmarke zur
Charta, 2003
Privatsammlung
© Europäische Union



Unterzeichnung der
Charta der Grundrechte
im Europäischen
Parlament, 2007
Europäisches Parlament
© Europäische Union



Plakat des Europäischen Parlaments zur Charta, 2007
Europäisches Parlament
© Europäische Union

CHARTER DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE

Les peuples d'Europe, en établissant entre eux une union sans cesse plus étroite, ont décidé de partager un avenir commun fondé sur des valeurs communes. Conscient de son patrimoine spirituel et moral, l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité; elle repose sur le principe de la démocratie et le principe de l'État de droit. Elle place la personne au cœur de son action en instituant la citoyenneté de l'Union et en créant un espace de liberté, de sécurité et de justice. L'Union continue à la préservation et au développement de ces valeurs communes dans le respect de la diversité des cultures et des traditions des peuples d'Europe, ainsi que de l'identité nationale des États membres et de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, des Chartes sociales adoptées par l'Union et par le Conseil de l'Europe, ainsi que de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'Homme. Dans ce contexte, la Charte sera interprétée par les juridictions de l'Union et des États membres en prenant dûment en considération les explications établies sous l'autorité du président de la Convention qui a élaboré la Charte et mises à jour sous la responsabilité de la Convention européenne. La jouissance de ces droits entraîne des responsabilités et des devoirs tant à l'égard d'autrui qu'à l'égard de la communauté humaine et des générations futures. En conséquence, l'Union reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés ci-après.

TITRE I / DIGNITÉ

Article 1 Dignité humaine
La dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée.

Article 2 Droit à la vie
1. Toute personne a droit à la vie.
2. Nul ne peut être condamné à la peine de mort, ni exécuté.

Article 3 Droit à l'intégrité de la personne
1. Toute personne a droit à son intégrité physique et mentale.
2. Dans le cadre de la médecine et de la biologie, doivent notamment être respectés:
a) le consentement libre et éclairé de la personne concernée, selon les modalités définies par la loi;
b) l'interdiction des pratiques eugéniques, notamment celles qui ont pour but la sélection des personnes;
c) l'interdiction de faire du corps humain et de ses parties, en tant que tels, une source de profit;
d) l'interdiction du clonage reproductif des êtres humains.

Article 4 Interdiction de la torture et de la peine de mort
1. Toute personne a droit à l'interdiction de la torture et de la peine de mort.
2. Nul ne peut être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Article 5 Interdiction de l'esclavage
1. Nul ne peut être tenu en esclavage ni en servitude.
2. Nul ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire.
3. Le trafic des êtres humains est interdit.

Article 17 Droit de propriété
1. Toute personne a le droit de jouir de la propriété des biens qu'elle a acquis légalement, de les utiliser, d'en disposer et de les léguer. Nul ne peut être privé de sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, dans des cas et conditions prévus par une loi et moyennant une juste indemnité pour sa perte. L'usage des biens peut être réglementé par la loi dans la mesure nécessaire à l'intérêt général.
2. La propriété intellectuelle est protégée.

Article 18 Droit de travail
Le droit d'asile est garanti dans le respect des règles de la convention de Genève du 28 juillet 1951 et du protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés et conformément au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommés «les traités»).

Article 19 Protection en cas de délogement, d'expulsion et de renvoi
1. Les expulsions collectives sont interdites.
2. Nul ne peut être obligé, expulso ou extradité vers un État où il existe un risque sérieux qu'il soit soumis à la peine de mort, la torture ou à d'autres peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Article 20 Vie familiale et vie personnelle
1. La protection de la famille est assurée sur le plan juridique, économique et social.
2. Afin de pouvoir concilier vie familiale et vie professionnelle, toute personne a le droit d'être protégée contre tout licenciement pour un motif lié à la maternité, ainsi que le droit à un congé de maternité payé et à un congé parental à la suite de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

Article 24 Sécurité sociale et solidarité
1. L'Union reconnaît et respecte le droit d'accéder aux prestations de sécurité sociale et aux services sociaux assurés une protection dans des cas tels que la maternité, la maladie, les accidents du travail, la dépendance ou la vieillesse, ainsi qu'en cas de perte d'emploi, selon les règles établies par la loi de l'Union et les législations et pratiques nationales.
2. Toute personne qui réside et se déplace librement à l'intérieur de l'Union a droit aux prestations de sécurité sociale et aux avantages sociaux, conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales.
3. Afin de lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté, l'Union reconnaît et respecte le droit à une aide sociale et à une aide au logement destinées à assurer une existence digne à tous ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, selon les règles établies par le droit de l'Union et les législations et pratiques nationales.

Article 25 Protection de la santé
Toute personne a le droit d'accéder à la prévention en matière de santé et de bénéficier de services médicaux dans les conditions établies par les législations et pratiques nationales. Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de l'Union.

Article 26 Droit aux services d'intérêt économique général
L'Union reconnaît et respecte l'accès aux services d'intérêt économique général tels qu'ils sont prévus par les législations et pratiques nationales, conformément aux traités, afin de promouvoir la cohésion sociale et territoriale de l'Union.

Article 27 Protection de l'environnement
Un niveau élevé de protection de l'environnement et l'amélioration de sa qualité doivent être intégrés dans les politiques de l'Union et assurés conformément au principe du développement durable.

Article 28 Protection des consommateurs
Un niveau élevé de protection des consommateurs est assuré dans les politiques de l'Union.

TITRE II / JUSTICE

Article 27 Droit à un tribunal équitable et à un avocat
Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article.
Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, créé préalablement par la loi. Toute personne a la possibilité de se faire assister, défendre et représenter.
Une aide judiciaire est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice.

Article 28 Présomption d'innocence
1. Toute personne est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.
2. Le respect des droits de la défense est garanti à tout accusé.

Article 29 Principe de légalité et de proportionnalité des délits et des peines
1. Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou le droit international. De même, il est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit une peine plus légère, celle-ci doit être appliquée.
2. Le présent article ne porte pas atteinte au règlement et à la punition d'une personne coupable d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle a été commise, était criminelle d'après les principes généraux reconnus par l'ensemble des nations.
3. L'infraction des peines ne doit pas être disproportionnée par rapport à l'infraction.

Article 30 Droit à un procès équitable
Nul ne peut être poursuivi ou puni pénalement en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné dans l'Union pour un acte qui était puni conformément à la loi.

TITRE III / ÉGALITÉ

Article 20 Égalité de traitement
Toutes les personnes sont égales en droit.

Article 21 Non-discrimination
1. L'interdite toute discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.
2. Dans le domaine d'application des traités et sans préjudice de leurs dispositions particulières, toute discrimination exercée en raison de la nationalité est interdite.

Article 22 Égalité de traitement des personnes âgées
L'Union reconnaît et respecte le droit de toutes les personnes âgées à une vie digne et indépendante et à participer à la vie sociale et culturelle.

Article 23 Égalité de traitement des personnes handicapées
L'Union reconnaît et respecte le droit de toutes les personnes handicapées à mener une vie digne et indépendante et à participer à la vie sociale et culturelle.

Article 24 Égalité de traitement des personnes âgées
L'Union reconnaît et respecte le droit de toutes les personnes âgées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.

TITRE III / ÉGALITÉ

Article 25 Égalité de traitement des personnes âgées
L'Union reconnaît et respecte le droit de toutes les personnes âgées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.

Article 26 Égalité de traitement des personnes handicapées
L'Union reconnaît et respecte le droit de toutes les personnes handicapées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.

Article 27 Égalité de traitement des personnes âgées
L'Union reconnaît et respecte le droit de toutes les personnes âgées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.

TITRE IV / CITOYENNETÉ

Article 39 Droits de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen
1. Tout citoyen de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État.
2. Les membres du Parlement européen sont élus au suffrage universel direct, libre et secret.

Article 40 Droits de vote et d'éligibilité aux élections municipales
Tout citoyen de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État.

Article 41 Droit à un bon gouvernement
1. Toute personne a le droit de voir ses affaires traitées impartialement, équitablement et dans un délai raisonnable par les institutions, organes et organismes de l'Union.
2. Ce droit comporte notamment:
a) le droit de toute personne d'être entendue avant qu'une mesure individuelle qui l'affecterait défavorablement ne soit prise à son encontre;
b) le droit d'accès de toute personne à dossier qui la concerne, dans le respect des intérêts légitimes de la confidentialité et du secret professionnel et des affaires;
c) l'obligation pour l'administration de motiver ses décisions.
3. Toute personne a droit à la réparation par l'Union des dommages causés par les institutions, ou par ses agents, dans l'exercice de leurs fonctions, conformément aux principes généraux communs aux droits des États membres.
4. Toute personne peut s'adresser aux institutions de l'Union dans une ou deux langues des traités et doit recevoir une réponse dans la même langue.

TITRE V / LIBERTÉS

Article 6 Droit à la liberté et à la sûreté
Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté.

Article 7 Respect de la vie privée et familiale
Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de ses communications.

Article 8 Protection des données à caractère personnel
1. Toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel.
2. Ces données doivent être traitées loyalement, à des fins déterminées et sur la base du consentement de la personne concernée ou sur un autre fondement légitime prévu par la loi. Toute personne a le droit d'accéder aux données collectées la concernant et de les obtenir la rectification.

Article 9 Droit de se marier et de fonder une famille
Le droit de se marier et le droit de fonder une famille sont garantis selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

Article 10 Liberté de pensée, de conscience et de religion
1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par la culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.
2. Le droit d'objection de conscience est reconnu selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

Article 11 Liberté d'expression et d'information
1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit implique la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans limitation de frontières.
2. La liberté des médias et leur pluralisme sont respectés.

Article 12 Liberté de réunion et d'association
1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à tous les niveaux, notamment dans les domaines politique, syndical et professionnel, ce qui implique le droit de toute personne de fonder avec d'autres des syndicats et de s'y affilier pour la défense de ses intérêts.
2. Les partis politiques au niveau de l'Union contribuent à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union.

Article 13 Liberté de mouvement et de séjour
Les arts et la recherche scientifique sont libres. La liberté académique est respectée.

Article 14 Droit à l'éducation
1. Toute personne a droit à l'éducation, ainsi qu'à l'accès à la formation professionnelle et continue.
2. Ce droit comporte la faculté de suivre gratuitement l'enseignement obligatoire.
3. La liberté de créer des établissements d'enseignement dans le respect des principes démocratiques, ainsi que le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques, sont respectés selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

Article 17 Droit de propriété
1. Toute personne a le droit de jouir de la propriété des biens qu'elle a acquis légalement, de les utiliser, d'en disposer et de les léguer. Nul ne peut être privé de sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, dans des cas et conditions prévus par une loi et moyennant une juste indemnité pour sa perte. L'usage des biens peut être réglementé par la loi dans la mesure nécessaire à l'intérêt général.
2. La propriété intellectuelle est protégée.

Article 18 Droit de travail
Le droit d'asile est garanti dans le respect des règles de la convention de Genève du 28 juillet 1951 et du protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés et conformément au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommés «les traités»).

Article 19 Protection en cas de délogement, d'expulsion et de renvoi
1. Les expulsions collectives sont interdites.
2. Nul ne peut être obligé, expulso ou extradité vers un État où il existe un risque sérieux qu'il soit soumis à la peine de mort, la torture ou à d'autres peines ou traitements inhumains ou dégradants.

TITRE V / CITOYENNETÉ

Article 39 Droits de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen
1. Tout citoyen de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État.
2. Les membres du Parlement européen sont élus au suffrage universel direct, libre et secret.

Article 40 Droits de vote et d'éligibilité aux élections municipales
Tout citoyen de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État.

Article 41 Droit à un bon gouvernement
1. Toute personne a le droit de voir ses affaires traitées impartialement, équitablement et dans un délai raisonnable par les institutions, organes et organismes de l'Union.
2. Ce droit comporte notamment:
a) le droit de toute personne d'être entendue avant qu'une mesure individuelle qui l'affecterait défavorablement ne soit prise à son encontre;
b) le droit d'accès de toute personne à dossier qui la concerne, dans le respect des intérêts légitimes de la confidentialité et du secret professionnel et des affaires;
c) l'obligation pour l'administration de motiver ses décisions.
3. Toute personne a droit à la réparation par l'Union des dommages causés par les institutions, ou par ses agents, dans l'exercice de leurs fonctions, conformément aux principes généraux communs aux droits des États membres.
4. Toute personne peut s'adresser aux institutions de l'Union dans une ou deux langues des traités et doit recevoir une réponse dans la même langue.

TITRE VI / SOLIDARITÉ

Article 25 Égalité de traitement des personnes âgées
L'Union reconnaît et respecte le droit de toutes les personnes âgées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.

Article 26 Égalité de traitement des personnes handicapées
L'Union reconnaît et respecte le droit de toutes les personnes handicapées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.

Article 27 Égalité de traitement des personnes âgées
L'Union reconnaît et respecte le droit de toutes les personnes âgées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.

TITRE VI / SOLIDARITÉ

Article 25 Égalité de traitement des personnes âgées
L'Union reconnaît et respecte le droit de toutes les personnes âgées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.

Article 26 Égalité de traitement des personnes handicapées
L'Union reconnaît et respecte le droit de toutes les personnes handicapées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.

Article 27 Égalité de traitement des personnes âgées
L'Union reconnaît et respecte le droit de toutes les personnes âgées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.

Article 42 Droit d'accès aux documents
Tout citoyen de l'Union ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre a le droit d'accéder aux documents de l'Union, des États membres, des institutions, organes ou organismes de l'Union, et de l'Union, ainsi que de leur support.

Article 43 Médiateur européen
Tout citoyen de l'Union ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre a le droit de saisir le Médiateur européen de cas de mauvaise administration dans l'action des institutions, organes ou organismes de l'Union, à l'exclusion de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'exercice de ses fonctions juridictionnelles.

Article 44 Droit de pétition
Tout citoyen de l'Union ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre a le droit de pétition devant le Parlement européen.

Article 45 Liberté de circulation et de séjour
1. Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres.
2. La liberté de circulation et de séjour peut être accordée, conformément aux traités, aux ressortissants de pays tiers résidant régulièrement sur le territoire d'un État membre.

Article 46 Protection diplomatique et consulaire
Tout citoyen de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers ou d'un État membre dont il est ressortissant, d'un droit de protection des autorités diplomatiques et consulaires de son État membre dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État.

TITRE VII / DISPOSITIONS GÉNÉRALES RÉGISANT L'INTERPRÉTATION ET L'APPLICATION DE LA CHARTER

Article 51 Champ d'application
1. Les dispositions de la présente Charte s'adressent aux institutions, organes et organismes de l'Union dans le respect du principe de subsidiarité, ainsi qu'aux États membres uniquement lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union. En conséquence, ils respectent les droits, observent les principes et ne promouvent l'application, conformément à leurs compétences respectives, dans le respect des limites des compétences de l'Union telles qu'elles sont définies dans les traités.
2. La présente Charte régit le champ d'application du droit de l'Union au-delà des compétences de l'Union, ni ne crée aucune compétence ni aucune tâche nouvelles pour l'Union et ne modifie pas les compétences et tâches définies dans les traités.
3. L'Union reconnaît et respecte les droits et libertés garantis par les législations et pratiques nationales.
4. Dans la mesure où la présente Charte contient des droits correspondant à des droits garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, leur sens et leur portée sont les mêmes que ceux qui leur confèrent ladite Convention. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le droit de l'Union accorde une protection plus étendue.
5. Dans la mesure où la présente Charte reconnaît des droits fondamentaux tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, ces droits doivent être interprétés en harmonie avec lesdites traditions.
6. Les dispositions de la présente Charte qui contiennent des principes peuvent être mises en œuvre par des actes législatifs et exécutifs pris par les institutions, organes et organismes de l'Union, et par des actes des États membres lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union, dans l'exercice de leurs compétences respectives. Une innovation devant le juge est admise que pour l'interprétation et le contrôle de la légalité de tels actes.
7. Les législations et pratiques nationales doivent être pleinement prises en compte comme précisé dans la présente Charte.
8. Les explications éditoriales en vue de guider l'interprétation de la présente Charte sont énoncées dans la mesure où elles sont prises en considération par les juridictions de l'Union et des États membres.

Article 52 Niveau de protection
Aucune disposition de la présente Charte ne doit être interprétée comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'Homme et libertés fondamentales reconnus, dans leur champ d'application respectif, par le droit de l'Union, le droit international et les conventions internationales auxquelles sont parties l'Union, ses États membres, et notamment la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ainsi que par les constitutions des États membres.

Article 53 Limitations de l'étendue des droits
Aucune disposition de la présente Charte ne doit être interprétée comme impliquant un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus dans la présente Charte ou à des limitations plus amples des droits et libertés que celles qui sont prévues par la présente Charte.

(Signatures)



URHEBERANGABEN UND DANKSAGUNG

Die Ausstellung „20 Jahre Charta der Grundrechte der Europäischen Union“ wurde gemeinsam organisiert vom Referat Archiv und der Direktion Bibliothek und Wissensdienste des Europäischen Parlaments.

Kurator

Étienne Deschamps, Europäisches Parlament

Redakteur

Ludovic Delépine, Europäisches Parlament

Projektleiterin

Sonja Meyrl, Europäisches Parlament

Online-Produktion

Małgorzata Szykielewska, Stiftung Europeana

Roxana Mureșan, Europäisches Parlament

Möglich gemacht wurde die Ausstellung durch die Unterstützung der Dienststellen des Europäischen Parlaments. Ein besonderer Dank gilt folgenden Stellen:

Kabinett des Generalsekretärs

Generaldirektion Wissenschaftlicher Dienst

Generaldirektion Kommunikation

Generaldirektion Übersetzung

Generaldirektion Innovation und technologische Unterstützung

Quellen: Europäische
Union und Archiv
des Europäischen Parlaments



Multimedia-Paket



Weitere Informationen

S. Barriga, Die Entstehung der Charta der Grundrechte der Europäischen Union. Eine Analyse der Arbeiten im Konvent und kompetenzrechtlicher Fragen, Baden-Baden, Nomos, 2003, 185 p.

G. Braibant, La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, Paris, Éditions du Seuil, 2001, 329 p.

L. Burgorgue-Larsen (eds.), La France face à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, Brussels, Bruylant, 2005, 694 p.

J.-Y. Carlier et O. de Schutter (eds.), La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne : son apport à la protection des droits de l'homme en Europe, Brussels, Bruylant, 2002, 304 p.

A. Conte, Une Europe des droits. Histoire de la Charte européenne, Luxembourg, Parlement européen/CARDOC, 2012, 134 p.

F. Deloche-Gaudez, La Convention pour l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux : une méthode d'avenir ?, Paris, Notre Europe, 2001, 56 p.

G. Di Federico (eds.), The EU Charter of Fundamental Rights. From declaration to binding instrument, Dordrecht, Springer, 2011, 320 p.

B. Favreau, La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne après le traité de Lisbonne, Brussels, Bruylant, 2010, 382 p.

A. Kahl, N. Raschauer & S. Storr (eds.), Grundsatzfragen der europäischen Grundrechtecharta, Vienna, Verlag Österreich, 2013, 228 p.

J. Meyer (eds.), Charta der Grundrechte der Europäischen Union, Baden-Baden, Nomos, 2014, 860 p.

J. Meyer (eds.), Kommentar zur Charta der Grundrechte der Europäischen Union, Baden-Baden/Basel, Nomos/Helbing & Lichtenhahn, 2003, 634 p.

S. Peers, T. Hervey, J. Kenner & A. Ward (eds.), The EU Charter of Fundamental Rights. A commentary, London, Bloomsbury Publishing, 2014, 1894 p.

G. Palmisano (eds.), Making the Charter of Fundamental Rights a living instrument, Leiden, Brill Nijhoff, 2014, 411 p.

F. Picod et S. Van Drooghenbroeck (eds.), Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne : commentaire article par article, Brussels, Bruylant, 2017, 1279 p.

A. Silveira, M. Canotilho & P. Madeira Froufe (eds.), Citizenship and Solidarity in the European Union. From the Charter of Fundamental Rights to the Crisis. The State of the Art, Brussels, Peter Lang, 2013, 489 p.

